

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 2 (F)

13 octobre 2008

Allocution prononcée par M. **DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,
en séance plénière

**Allocution prononcée par M. Dominique Strauss-Kahn,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,
en séance plénière**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je vous accueille à cette Assemblée annuelle au nom du Fonds monétaire international.

Nous nous réunissons à un moment critique. La crise financière que nous traversons aujourd'hui est en effet la plus dangereuse que le monde ait connue depuis celle qui a conduit à la dépression des années 30. De nombreux observateurs ont noté que la tourmente actuelle s'apparente, par certains aspects, à cette terrible crise : dans le public, un excès d'optimisme suivi d'un effondrement de la confiance; sur les marchés, une période d'euphorie suivie d'un vent de panique. Nombreux sont ceux qui craignent que les conséquences économiques soient aussi importantes.

Je ne partage pas ce point de vue. Le monde d'aujourd'hui est en effet très différent de celui des années 30. Nous avons tiré les leçons des erreurs du passé, mais aussi les enseignements de nos expériences respectives. Nous disposons également d'outils de gestion des marchés et des économies que nous n'avions pas alors. Et nous sommes résolus à les utiliser. J'ai bon espoir que nos économies et nos sociétés pourront sortir indemnes de cette crise.

Pour réussir, nous devons faire trois choses.

Nous devons agir vite.

Entre le krach boursier de 1929 et mars 1933, date à laquelle un nouveau président est entré en fonction aux États-Unis, les deux cinquièmes des banques américaines avaient fermé leurs portes et le chômage avait atteint presque 25 %. Nous ne pouvons pas laisser cela se reproduire. Nous ne pouvons pas attendre alors que des banques font faillite et que des emplois sont perdus.

De fait, nous avons agi sans tarder. Les banques centrales ont injecté des liquidités, et les gouvernements se sont mobilisés pour organiser la reprise ordonnée d'établissements financiers majeurs et garantir les dépôts. Les économies émergentes qui disposent de

réserves abondantes les ont utilisées pour fournir des devises aux banques qui en avaient besoin.

Notre devons agir sur tous les fronts et faire preuve d'imagination.

Dans les années 30, chaque pays a pris ses propres initiatives, qui s'inscrivaient de surcroît dans le carcan d'orthodoxies dépassées.

Pour notre part, nous faisons preuve d'imagination. Les gouvernements se sont déjà préparés à tenter de nouvelles approches qui marquent une rupture avec le passé. Leurs initiatives sont de plus en plus globales et s'attaquent à toutes les facettes des problèmes des marchés financiers : la liquidité, les actifs douteux, la pénurie de capitaux et, bien sûr, la confiance.

Nous devons agir ensemble.

La recrudescence du nationalisme a été l'une des pires conséquences de la crise des années 30, mais elle en était aussi l'une des causes. Les pays européens se sont querellés entre eux au lieu de chercher des solutions à leurs difficultés communes. Aux États-Unis, les échanges commerciaux sont passés au second rang des priorités, et l'on a favorisé les droits de douane.

Nous pouvons agir ensemble. Ce week-end, les représentants de 185 pays ont approuvé le plan d'action formulé vendredi par le G-7. La pierre angulaire de ce plan est un engagement plus ferme que jamais à utiliser tous les instruments disponibles pour appuyer les institutions financières d'importance systémique. Le plan présente des mécanismes spécifiques que les pays peuvent utiliser pour soutenir le système, débloquer le crédit et rétablir la confiance.

Le Comité monétaire et financier international (CMFI) a aussi confié au FMI une responsabilité spéciale. Reconnaisant que notre institution dispose d'atouts uniques pour répondre à la situation actuelle — compte tenu de son caractère universel, de son expertise en matière macrofinancière et de sa mission, qui consiste à promouvoir la stabilité financière internationale —, il nous a demandé de prendre la tête des efforts déployés pour identifier les enseignements à tirer de la crise actuelle et recommander des actions efficaces en vue de rétablir la confiance et la stabilité.

Le CMFI nous a demandé aussi de commencer immédiatement, et je commencerai donc à l'instant. Pour rétablir la confiance et la stabilité, nous avons besoin que les pouvoirs publics interviennent sur les marchés financiers, et qu'ils le fassent de façon claire,

globale et concertée. J'ai proposé, ces dernières semaines, qu'une telle action s'ordonne autour de quelques principes simples.

Premièrement, elle doit avoir un objectif clair, de façon à ce que l'utilisation de l'argent public puisse faire l'objet d'un suivi effectif. Cela n'a pas toujours été le cas.

Deuxièmement, les plans nationaux doivent être exhaustifs : ils doivent prévoir des garanties pour les déposants, et des assurances pour les créanciers, qui soient suffisantes pour assurer le fonctionnement des marchés; ils doivent aussi régler la question des actifs compromis et fournir de la liquidité; enfin, et c'est le plus important, ils doivent prévoir la recapitalisation des banques. C'est ce que le FMI préconisait depuis plusieurs mois. Il semble que nous sommes désormais tous d'accord.

Troisièmement, l'action des pouvoirs publics doit être équitable, en ce sens que les contribuables devront recevoir une partie des gains éventuels une fois la crise passée. L'expérience accumulée par le FMI lors de 122 crises bancaires montre que, si ces crises sont bien gérées, leur coût net pour le consommateur peut être nul ou quasiment nul.

Enfin, cette action doit être coordonnée à l'échelle mondiale et au plan régional, le cas échéant, comme cela s'est fait hier dans la zone euro.

Permettez-moi de m'étendre un peu plus sur ce dernier principe, car la promotion de la coopération monétaire internationale est la responsabilité première du FMI — comme l'indique l'article 1^{er} de nos Statuts.

La coopération internationale a été insuffisante. Jusqu'à ce week-end, l'effondrement de la confiance entre les pays a presque rivalisé avec l'effondrement de la confiance des marchés. Nous avons vu se dessiner une tendance néfaste à prendre des mesures unilatérales répondant aux seuls intérêts nationaux.

Cela dit, les choses commencent à changer. La semaine dernière, les principales banques centrales ont pris des initiatives coordonnées. Ce week-end, nous sommes allés plus loin : nous avons maintenant un plan du G-7 qui envisage des actions sur toutes les grandes questions que posent les marchés financiers; nous avons l'approbation de ce plan par la communauté internationale toute entière et, enfin, nous avons un plan d'action dans la zone euro.

Mais il nous reste encore beaucoup à faire. Nous n'avons pas à mener tous les mêmes politiques, mais nous devons en parler entre nous, et prendre en considération les effets de nos initiatives sur nos partenaires. Ce week-end n'est que le début d'un long effort.

Permettez-moi maintenant de vous parler de l'économie mondiale.

Il est essentiel d'agir sur les marchés financiers, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons aussi déployer toute la panoplie des instruments de la politique macroéconomique moderne afin de limiter les conséquences dommageables pour l'économie réelle.

Pour les économies avancées, cela signifie qu'il convient de recourir à la politique budgétaire lorsque c'est possible. L'utilisation la plus évidente de cet instrument est précisément d'atténuer les pressions là où elles sont le plus intenses, c'est-à-dire dans les secteurs financier et immobilier. Mais les gouvernements qui peuvent se le permettre doivent aussi être prêts à engager des plans de relance plus ambitieux.

Il est possible aussi de faire appel à la politique monétaire pour étayer la croissance, en s'appuyant sur le processus d'assouplissement concerté qui a été amorcé cette semaine.

Les économies émergentes disposent de marges de manœuvre variables. Certaines sont en mesure de puiser dans leurs réserves pour financer une insuffisance temporaire et soudaine des entrées de capitaux. D'autres devront relever leurs taux directeurs afin de les aligner sur l'augmentation des primes de risque pour endiguer les sorties de capitaux et maintenir la confiance dans leur monnaie.

Certaines de ces économies pourraient avoir besoin d'assistance, et peut-être même d'une aide très substantielle. Le CMFI a invité le FMI à apporter un soutien financier aux pays membres qui en ont besoin, et nous répondrons à cet appel. De fait, afin de pouvoir donner suite sans tarder à des demandes pressantes, nous avons activé des procédures d'urgence, qui vont de pair avec des programmes prévoyant un accès élevé à nos ressources assorti d'une conditionnalité simplifiée et axée sur les réponses prioritaires à la crise. Et à cet effet, nous ne manquons pas de liquidités.

Les pays en développement ont aussi besoin d'aide. Ils sont confrontés à une baisse de la demande d'exportation et à une diminution de l'accès au crédit commercial. De plus, bon nombre d'entre eux souffrent déjà de l'autre crise — celle des produits alimentaires et des combustibles —, qui a mis à rude épreuve les budgets et les balances des paiements, accéléré l'inflation et augmenté le coût de la vie.

Le FMI vous appuiera, et je sais que la Banque mondiale fera de même, sous la direction éclairée de mon ami Bob Zoellick. Ensemble, le FMI et la Banque mondiale apportent déjà des services de conseil, une assistance technique et un soutien financier. Le FMI a accru ses financements en faveur de nombreux pays membres. Nous avons modifié notre Facilité de protection contre les chocs exogènes afin de pouvoir apporter plus vite une

assistance plus importante assortie d'une conditionnalité plus ciblée et déployée de façon plus flexible.

Cela dit, le reste du monde doit aussi apporter sa contribution. Je sais que la crise financière va intensifier les pressions qui s'exercent déjà sur les budgets des pays avancés. Mais il est très important que les bailleurs de fonds ne répondent pas à la crise en diminuant l'assistance qu'ils apportent aux populations les plus démunies et les plus vulnérables de par le monde.

Voyons maintenant ce qu'il y a derrière cette crise financière.

Tirer les enseignements de cette crise consiste notamment à déterminer ce qu'il faut changer dans le secteur financier et dans l'architecture financière. J'examinerai successivement ces deux points.

La crise des marchés financiers est le résultat d'une triple carence : carence de la réglementation et du contrôle dans les économies avancées, carence de la gestion du risque dans les établissements financiers privés, carence des mécanismes censés discipliner le marché.

Pour éviter que ces défaillances ne se reproduisent, il faudra un effort international, car les établissements financiers ne sont pas confinés dans leurs frontières nationales, et celles-ci ne les protègent pas des turbulences financières.

Le FMI peut aider à coordonner ces efforts, en faisant appel aussi aux compétences d'autres institutions. Pourquoi le FMI ? Pour deux raisons : la première, c'est que notre universalité et notre compétence avérée en matière de diplomatie financière — je pense par exemple au travail accompli cette année sur les fonds souverains — peuvent nous permettre de réunir les différents acteurs pour discuter des risques pesant sur la stabilité mondiale et des réponses à y apporter; la seconde, c'est que nous avons les moyens d'assurer le suivi nécessaire dans le cadre de la surveillance bilatérale et de PESF supplémentaires.

L'architecture financière a montré elle aussi des carences. Si nous voulons empêcher que cela ne se répète, il faut à mon sens renforcer l'efficacité et la légitimité du système.

Pour renforcer l'efficacité du système, nous devons améliorer la coordination et réduire les cas de double emploi entre les organisations internationales, tout en nous efforçant de mieux suivre les accords internationaux. Quelque chose d'aussi simple qu'un secrétariat chargé d'assurer le suivi des réunions de tous les « G » pourrait se révéler très utile.

Pour renforcer la légitimité du système, nous pourrions ajouter un certain nombre de pays aux groupes actuels, mais je pense qu'il faut aller plus loin. Il faut s'appuyer davantage sur les institutions multilatérales qui ont une dimension quasi universelle, de façon à ce que tous les pays touchés par les crises aient leur mot à dire quand il s'agit de les résoudre.

Je terminerai en disant un mot de la réforme du FMI.

Il est bien évident que, si l'on doit s'appuyer davantage sur les institutions multilatérales, celles-ci devront être non seulement universelles, mais représentatives. Dans le cas du FMI, la réforme des quotes-parts et de la représentation que vous avez approuvée le 28 avril dernier est très importante. C'est un processus dynamique qui continuera à donner des résultats à l'avenir. Nous avons également entrepris une réforme plus large de la gouvernance, en collaboration avec le Conseil d'administration et avec l'aide de Trevor Manuel et de ses collègues.

La réforme de la gouvernance s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme visant à recentrer et à moderniser le FMI.

Nous améliorons notre façon de conduire la surveillance pour mettre l'accent sur les liens internationaux et macrofinanciers.

Nous réformons nos instruments de prêt pour les rendre plus utiles aux pays membres.

Nous allons organiser, en mars prochain, une conférence en Tanzanie pour examiner comment l'Afrique évolue aujourd'hui et ce que le FMI peut faire pour l'aider à prospérer.

Nous modifions les modalités de prestation de l'assistance technique, en ouvrant de nouveaux centres régionaux et en mettant en place un système de tarification de nos services qui tient compte des niveaux de revenu des pays bénéficiaires.

Nous sommes également parvenus à un accord sur un nouveau mode de financement, qui dotera notre institution d'une base financière solide pour les années qui viennent.

Comme vous êtes nombreux à le savoir, nous sommes en voie d'achever la restructuration du FMI et la réduction de ses effectifs, parallèlement aux efforts déployés pour recentrer nos activités. Je tiens à remercier les membres de nos services — ceux qui partent comme ceux qui restent — pour la capacité d'adaptation et le dévouement dont ils ont fait preuve durant cette transition. Je souhaite aussi remercier mes collègues de l'équipe de direction, le Conseil d'administration et vous mêmes, Mesdames et Messieurs

les Gouverneurs, pour le soutien que vous avez apporté à nos travaux durant l'année écoulée.

Je conclurai en revenant sur le point que j'évoquais précédemment. Nous pouvons sortir de cette crise si nous lui opposons une riposte rapide, globale et concertée. Le FMI apportera sa contribution, mais, Mesdames et Messieurs les Ministres des finances et Gouverneurs de banque centrale, la responsabilité vous incombe en grande partie. C'est à vous, en tant que représentants de vos pays, qu'il revient de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la confiance et la stabilité.

Lorsque nous nous réunirons à nouveau l'an prochain, à Istanbul, il faut que l'on puisse dire que c'est en ce week-end d'octobre 2008 que la reprise internationale s'est amorcée parce que les nations du monde, réunies à l'occasion de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ont choisi d'agir ensemble pour créer un monde meilleur.

Je vous remercie.